

Bruxelles arrose ses chiens de garde médiatiques : 604 000 € pour pourrir les partis patriotes

écrit par Nicolas Faure | 25 septembre 2025





Sitôt les élections européennes de 2024 achevées, la Commission européenne a versé **604 269,23** euros au réseau médiatique **OCCRP**, regroupant *Der Spiegel*, *Die Zeit*, *Süddeutsche Zeitung* et le tchèque *Deník N*.

Ces médias, loin d'être indépendants, ont mené durant toute la campagne une offensive systématique contre les hommes politiques patriotes et critiques de l'Union européenne, les accusant sans preuve d'être des « agents de Moscou ». **Les électeurs européens ont ainsi été manipulés, et l'argent des contribuables est venu récompenser ces « mercenaires de l'information ».**

L'affaire n'est pas nouvelle. Déjà en 2019, *Der Spiegel* et la *Süddeutsche Zeitung* avaient déclenché « l'affaire Ibiza », provoquant la chute du gouvernement conservateur autrichien et faisant chuter le parti patriote FPÖ de 26 % à 17,2 % dans les urnes. **L'année dernière, la mécanique s'est répétée : une campagne médiatique coordonnée, impliquant *Spiegel*, *Die Zeit* et**

Deník N, a accusé des responsables politiques de six pays européens d'avoir accepté de l'argent pour des interviews avec le site *Voice of Europe*, dirigé par des exilés ukrainiens proches de Viktor Medvedtchouk.

Le procédé est toujours le même : diffamer, intimider, salir l'image des patriotes. Les médias OCCRP ont traité des personnalités comme Václav Klaus, Cyril Svoboda ou Petr Bystron (AfD) de « marionnettes russes », sans fournir le moindre élément tangible. Les enquêtes indépendantes montrent que *Voice of Europe* n'intéressait que trois personnes en moyenne sur YouTube. Peu importe : la propagande est passée avant le journalisme, et les victimes ont subi 23 perquisitions absurdes, allant de leurs domiciles à des entrepôts de chaussures près de Munich, sans aucun résultat.

Ce réseau médiatique n'est pas un novice en matière de manipulation. Déjà, l'OCCRP avait participé à la campagne contre Donald Trump en 2019, accusé à tort de bloquer l'aide militaire à l'Ukraine, déclenchant ainsi sa mise en accusation. Les Panama Papers, quant à eux, ont surtout servi à favoriser le Delaware, fief du clan Biden, au détriment de milliers de sociétés offshore. **Aujourd'hui, l'Union européenne officialise et renforce cette collusion : l'argent public finance des médias riches, puissants et déjà influents,** pour continuer à intimider les voix dissidentes et écraser toute opposition patriotique. Derrière le vernis de la « démocratie européenne » et du « journalisme d'investigation », se cache une machine de propagande qui a déjà faussé deux élections et réduit au silence des dizaines de responsables patriotes.

Les 604 000 euros versés par Bruxelles ne sont pas une simple coïncidence : ils révèlent une stratégie systématique de contrôle de l'opinion publique. Derrière le vernis de la « démocratie européenne » et du «

journalisme d'investigation », se cache un véritable système de propagande au service d'intérêts supranationaux et américains. L'OCCRP n'est pas une simple plateforme d'information : c'est une milice médiatique qui orchestre la déstabilisation des opposants patriotes et la manipulation des scrutins, comme l'ont montré les affaires Ibiza, Voice of Europe, les Panama Papers ou la campagne contre Donald Trump.

Bruxelles ne se contente pas de subventionner ces médias : elle les légitime, elle les protège, elle les utilise pour terroriser les voix dissidentes. Les patriotes européens sont traqués, diffamés et harcelés par une machine médiatique lourde et bien huilée, financée par l'argent des contribuables. Les perquisitions absurdes contre Petr Bystron ou la destruction de l'image de Thierry Baudet ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

Le plus grave n'est pas seulement la manipulation de l'information, mais le message qu'envoie l'Union européenne : oser s'opposer à ses plans, critiquer ses institutions ou défendre la souveraineté nationale, c'est risquer d'être écrasé par un appareil médiatico-judiciaire bien financé et impitoyable. Cette connivence entre technocrates bruxellois et médias de masse n'est pas un scandale isolé : elle est le symbole d'un système où l'argent public achète la pensée unique, où la propagande remplace le débat, et où la démocratie devient une illusion.

Les citoyens européens qui croyaient encore avoir voix au chapitre doivent aujourd'hui ouvrir les yeux : derrière les grands discours sur la liberté de la presse et la démocratie, Bruxelles prépare, finance et protège les chiens de garde qui aboient contre toute contestation patriotique. **L'Europe de l'argent et de la manipulation a pris le pas sur l'Europe des peuples. Ceux qui continuent de fermer les yeux deviennent**

complices de cette imposture.

Nicolas Faure, le 24/09/2025